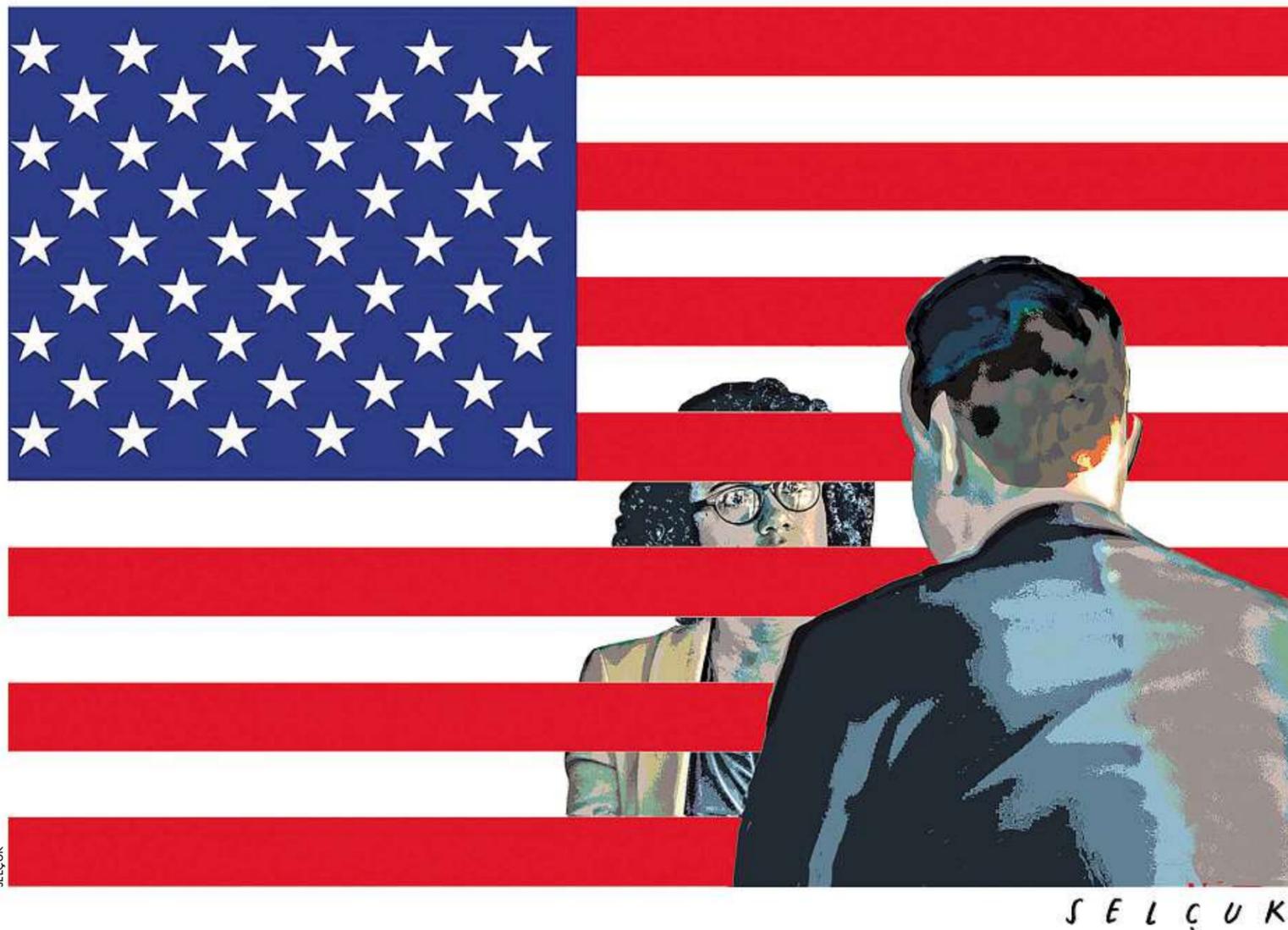


OU CONSTRUCTION DES SOLIDARITÉS

# un syndrome universitaire



SELÇUK

SELÇUK

Très active dans tout le pays, Class Action propose des ateliers et des sessions de formation pour des fondations philanthropiques, des groupes religieux, des écoles privées, des organisations pour le changement social, ainsi que des universités (son site Internet énumère cinquante-sept établissements d'enseignement supérieur). Les ateliers visent trois objectifs principaux : « construire des ponts entre des personnes issues de classes différentes », aider les gens à surmonter les douleurs psychologiques causées par l'identité et l'expérience de classe, et réduire le « classisme » dans le monde du travail et de l'enseignement.

On ne saurait reprocher à Class Action d'aider des citoyens à gérer une situation dont ils n'ont parfois qu'une compréhension limitée. Mais rien ne dit qu'un travail de ce genre permettra d'améliorer le sort des catégories populaires. Telle qu'elle est présentée, la notion de classe semble dissociée des dynamiques collectives et des conflits qu'impliquent les rapports de classe. Ceux-ci semblent dès lors appeler un traitement par la thérapie de groupe afin de guérir des blessures psychologiques. D'ailleurs, l'invention récente du mot « classisme », sur le modèle de « racisme » et « sexisme », se rapporte bien plus aux attitudes et aux propos préjudiciables (le snobisme, le mépris) qu'à l'expropriation matérielle des travailleurs découlant logiquement d'un ordre capitaliste. Au demeurant, « construire des ponts » entre riches et pauvres ne réduira pas les inégalités.

Il ne s'agit pas réellement ici d'intersectionnalité, un concept trop souvent invoqué pour minorer la perspective de classe, au prétexte que toutes les expressions d'identité et les motifs de division doivent être inclus dans le cadre explicatif de tous les phénomènes sociaux. Car, à la différence de ce qui se passe en Europe, la plupart des Américains ont une conception rudimentaire de la notion de classe. On leur rabâche que celle-ci n'est qu'une vue de l'esprit. Pour eux, d'autres formes de clivage constituent donc spontanément une source d'inégalités beaucoup plus évidente.

Ils perçoivent par exemple la question des violences policières comme un problème exclusivement racial – et les

vidéos circulant sur Internet montrent en effet souvent des hommes noirs molestés ou tués par les forces de l'ordre, ce qui inscrit cette violence dans la longue histoire du racisme aux États-Unis (lire l'article page 2). Mais, comme le souligne le politiste Cedric Johnson, « le prisme racial ne permet pas d'expliquer la crise de violence politique actuelle, dans laquelle les Noirs sont surreprésentés, mais ne forment pas la majorité des victimes. En 2015, 1 138 personnes ont été tuées par la police aux États-Unis, parmi lesquelles 581 Blancs, 306 Noirs, 195 Latinos, 24 Asiatiques ou autochtones des

îles du Pacifique, 13 Amérindiens et 27 personnes dont l'origine ethnique reste inconnue. (...) Les individus sans emploi ou sans domicile, ceux qui travaillent dans l'économie informelle ou qui vivent dans des zones où ce type d'économie domine sont les plus susceptibles d'être régulièrement surveillés, harcelés et arrêtés. Les militants de Black Lives Matter [Les vies des Noirs comptent] postulent que les Noirs font l'objet d'une injustice ciblée, alors que la violence de l'État carcéral touche l'ensemble des classes populaires. Pourquoi adhérer à des slogans politiques qui excluent certaines victimes et

tronquent ainsi la base populaire potentielle pour des réformes progressistes (8) ? ».

Cet exemple révèle les limites d'un système qui paraît écarter toute possibilité de solidarité interraciale et qui nie, implicitement ou explicitement, son importance primordiale en tant que source de pouvoir social pour ceux qui en ont peu. Si les revendications identitaires permettent de faire progresser la participation démocratique, les luttes pour l'inclusion de groupes auparavant exclus perdent de leur pertinence quand elles sont conçues comme l'unique clé

de voûte d'une stratégie politique, en particulier dans un contexte où les fondements mêmes de l'inclusion – la régulation du marché du travail, les droits syndicaux, la stabilisation des flux migratoires, etc. – sont en cours de démantèlement. Le sens d'une lutte pour l'inclusion change quand le monde de l'exclusion s'étend, quand des intérêts communs peuvent être invoqués afin d'encourager une participation plus large aux combats militants. Le combat pour l'égalité raciale, un objectif pour tous, peut alors s'inscrire dans un projet plus vaste de défense des droits sociaux, politiques et économiques de tous.

La solidarité ne va pas de soi (9). De nombreux clivages, souvent instaurés par les employeurs, traversent le mouvement syndical américain. Conscient de la force potentielle des ouvriers et des employés, le patronat a cherché à diviser la main-d'œuvre sur le marché du travail et dans les entreprises. Introduire un syndicat dans une unité de production, organiser une grève ou négocier un contrat relève de la gageure aux États-Unis (10). Pour y arriver, il faut chaque fois surmonter de profondes différences sociales, qu'elles soient de race, de nationalité, de genre, d'ethnicité, de sexualité, ou de tous ces critères conjugués. C'est d'ailleurs pourquoi les tentatives échouent souvent, d'autant que le cadre légal et réglementaire favorise les employeurs. Néanmoins, quand les syndicats s'organisent pour trouver et cultiver des points communs, ils réussissent plus facilement à surmonter l'implacable fragmentation et l'individualisme de la société américaine. Ils aident alors les salariés à se connaître et à construire des solidarités. Cette dynamique est familière aux militants syndicaux, ou alors ils l'apprennent – faute de quoi ils échouent. Ailleurs que sur le lieu de travail, des solidarités se construisent, mais cet exemple montre bien le type de démarche qui permet d'y parvenir.

RICK FANTASIA.

## NOUVELLE LIVRAISON DE « MANIÈRE DE VOIR »

### Roman national ou histoire du peuple ?

**A**L'ORIGINE, le « roman national » s'adressait aux enfants de 8 ans. Sous la III<sup>e</sup> République encore en construction, ce fut la méthode choisie pour enseigner l'histoire comme un moyen d'éveiller la conscience patriotique, autour de grands personnages et d'événements marquants, propres à unifier le pays et à susciter une fierté que tous partageraient, des petits Bretons aux petits Bourguignons.

C'est un autre « roman national » qui s'est désormais installé dans les médias. Célébrant les racines chrétiennes et la grandeur éternelle de la France, parfois ouvertement nostalgique de la monarchie. Face à cette offensive, certains, avec bien moins d'écho, entendent mener la guerre culturelle ainsi ouverte en promouvant un « récit national de gauche ». Non plus Clovis, Louis XIV et Napoléon, mais Robespierre, la Commune de Paris et le Front populaire.

L'histoire est un champ de bataille idéologique. L'enseignement du passé doit-il favoriser les figures de l'ordre ou redonner leur place, souvent occultée, aux conquêtes du peuple ? Doit-il conforter la croyance que quelques élus et quelques hasards font l'histoire, ou rappeler que s'y est toujours jouée la confrontation entre dominants et dominés ? Pour faire revivre quelques moments-clés, pour affronter quelques interrogations, la dernière livraison de *Manière de voir* (1) revient sur les grands



événements, les débats d'idées, les luttes qui ont secoué la France depuis 1789, et qui peuvent contribuer à inventer l'avenir.

(1) « Aux armes, historiens », *Manière de voir*, n° 166, août-septembre 2019, en kiosques.

(8) Cedric Johnson, « The Panthers can't save us now », *Catalyst*, vol. 1, n° 1, New York, printemps 2017.

(9) Cf. *Cultures of Solidarity : Consciousness, Action, and Contemporary American Workers*, University of California Press, Oakland, 1989.

(10) Lire Thomas Frank et Thomas Mulcahey, « Ces dures grèves des ouvriers américains », *Le Monde diplomatique*, octobre 1996.